

Le pamphlet

P É R I O D I Q U E I N D É P E N D A N T

Editorial

A la fin de l'an passé, l'Union européenne a fait savoir que les négociations visant à la conclusion d'un accord institutionnel entre elle et la Suisse devaient être considérées comme terminées et qu'elle ne négocierait pas plus avant.

Comme certains points restaient en suspens, le Conseil fédéral a renoncé à parapher l'accord et il a ouvert une procédure de consultation qui lui permettait, pensait-il, de différer sa réponse et de gagner quelques délais supplémentaires.

*Entre-temps, il proclame urbi et orbi que le projet d'accord institutionnel «correspond dans une large mesure aux intérêts de la Suisse et au mandat de négociation», quand bien même il apparaît dans la large consultation, que **trois chapitres** au moins de cet accord posent problème.*

Les mesures d'accompagnement

Au moment de mettre en application les accords du 21 juin 1999 sur la libre circulation des personnes, sur le transport aérien, sur le transport des marchandises, sur les échanges de produits agricoles et sur la reconnaissance mutuelle en matière de conformité, la Suisse avait décrété unilatéralement certaines «mesures d'accompagnement» censées compléter les dispositions de l'accord, notamment en promulguant, le 8 octobre 1999, une loi sur les mesures d'accompagnement applicables aux travailleurs détachés et aux contrôles des salaires minimaux prévus par les contrats-types de travail¹.

Si l'examen de la demande pour un travailleur détaché est réduit de huit à quatre jours, par exemple, il existe des risques de diminution de la protection salariale, ce que les syndicats craignent par-dessus tout, et ce qui explique leur rejet de l'accord institutionnel si le niveau de protection n'est pas expressément garanti.

La libre circulation des citoyens de l'Union

*La Suisse a toujours interprété l'accord sur la libre circulation des personnes comme un accord relatif aux **travailleurs** de l'Union, salariés ou indépendants, ainsi qu'aux personnes sans activité lucrative (retraités, pensionnés) disposant de revenus confortables, mais non pas à tous les citoyens de l'Union et à leurs familles.*

Reprise dynamique du droit

La reprise «dynamique» du droit de l'Union européenne est l'exigence la plus inacceptable de notre grand partenaire. Il serait au minimum nécessaire que des dispositions légales internes garantissent que les droits parlementaires, les droits des cantons et des citoyens soient clarifiés à chaque étape de cette reprise dynamique.

D'autres ambiguïtés subsistent, notamment en ce qui concerne les aides d'Etat et le règlement des différends. Il s'agit en particulier de prescrire quels éléments donneront lieu à la saisine de la Cour de justice de l'Union européenne par le Tribunal arbitral.

En conclusion

Le Conseil fédéral et Economiesuisse ont martelé que le projet d'accord était absolument vital² pour l'économie. Sans cet accord, l'industrie d'exportation souffrirait d'un accès toujours plus difficile au marché d'exportation européen.

*On le croit sans peine. Les deux parties souhaitent obtenir le beurre et l'argent du beurre, et si possible encore la fille de la laitière. Les représentants de l'Union européenne usent et abusent de la pression psychologique fondée sur **l'effet guillotine** (le refus d'un seul traité entraîne la révocation de tous les autres) et sur la remise en cause des accords de Schengen-Dublin, leitmotiv qui nous a déjà été servi lors de la votation sur les armes et qui a si bien marché.*

Les représentants de l'industrie, notamment de l'industrie d'exportation, et les pharmaceutiques abondent dans ce sens et le Conseil fédéral doit ménager des lobbies aussi puissants. C'est pourquoi il hésite à hausser le ton et à envoyer paître les émissaires arrogants de l'UE. Il préfère se réfugier derrière les contraintes institutionnelles, en faisant valoir qu'il faut, en Suisse, convaincre le Parlement et même le peuple, ce qui n'est pas gagné d'avance.

Est-il important de trouver un accord avec l'Union européenne qui facilite les échanges réciproques? Sans doute: OUI! La Suisse doit-elle, pour atteindre cet objectif, accepter toutes les exigences de l'Union? NON! Pouvons-nous courir le risque de devoir négocier des accords bilatéraux, un à un, avec les vingt-huit Etats de l'Union? Mais OUI, car ce serait un ennui aussi bien pour nous que pour les autres! De façon générale, dans cette négociation, chaque partie veut faire croire qu'elle tient le couteau par le manche, tout en étant parfaitement consciente qu'un échec serait dommageable pour tout le monde.

Claude Paschoud

¹ RS 823.20.

² Dixit Mme Monika Rühl, présidente de la direction d'Economiesuisse.

La gauche, c'est la guerre

C'est «le» sujet du mois de juin et la presse, les médias et les politiciens en mal de reconnaissance veillent quotidiennement à ne parler que de cela: la *grève des femmes*. Celle-ci n'est pas une véritable grève, mais un mouvement de protestation féministe, une *lutte sociale* revendiquant l'*égalité* dans tous les domaines. Des *inégalités* – soigneusement sélectionnées parmi toutes celles qui parsèment le genre humain, et volontiers gonflées pour les besoins de la cause – sont mises en scène de manière dramatique, brandies comme autant d'injustices, dénoncées avec des accents colériques. Pour les militantes qui mènent le bal, il ne s'agit pas d'obtenir quelque chose de concret, mais de troubler la quiétude de la société, de bousculer son organisation et d'ébranler ses mœurs. Il s'agit de pousser les femmes à se poser en victimes d'une oppression et à pointer un doigt accusateur vers leurs oppresseurs: les *hommes cisgenres*.

En dressant ainsi les femmes contre les hommes et en entretenant une logique d'affrontement permanent, le féminisme actuel n'est qu'une version revisitée de la lutte des classes, avec son cortège de haine et de violence.

On pourrait en dire autant d'un autre thème qui a envahi notre quotidien depuis plusieurs années, mais qui connaît actuellement une montée en puissance, en particulier sous l'angle de la violence verbale: la crainte du changement climatique, désormais qualifiée d'«urgence» pour en accentuer le côté théâtral. Le principe est le même: derrière d'innombrables objectifs plus ou moins excessifs et plus ou moins justifiables, il y a la volonté de susciter dans la population un sentiment de panique et surtout d'injustice. *Les générations passées, riches, profiteuses et polluantes, menacent l'avenir des jeunes générations éco-responsables*. Ces dernières doivent éprouver du ressentiment, de l'animosité, de la colère, voire de la haine. Les propos des activistes qui manifestent en faveur du climat («Extinction Rébellion» et consorts) ne laissent aucun doute à ce sujet.

Tirons encore un dernier parallèle avec ce *combat* déjà un peu plus ancien mais toujours très présent: l'antiracisme. Celui-ci, selon le même schéma que dans les exemples précédents, ne revendique pas un droit concret et précis, mais entretient une atmosphère revendicatrice et revancharde, en dressant systématiquement certaines communautés connotées positivement contre d'autres communautés connotées négativement. Il y a les *gentils* et les *méchants*, et on inculque aux *gentils* la nécessité de se rebeller contre les *méchants*, de les débusquer, de les pourchasser, de les harceler, voire de les haïr.

L'idéologie féministe, écologiste ou antiraciste suit une logique de haine et d'affrontement. Elle divise la société au lieu de la rassembler. En même temps, elle accuse habilement ses adversaires de tout cela. Le rusé François Mitterrand,

qui se présentait comme un homme de gauche, avait déclaré en 1995: «Le nationalisme, c'est la guerre.» L'honnêteté intellectuelle veut qu'on lui retourne le compliment.

Pollux

Populisme

Dans son livre *De l'inégalité*, au chapitre VIII, intitulé *De la démocratie*, le philosophe russe Nicolas Berdiaeff fait cette remarque, à mon sens irréfutable: «Vous avez cru à la démocratie (moderne), parce que vous avez cessé de croire à la justice et à la vérité (...). Vous voulez subordonner la justice et la vérité à la décision de la majorité et les faire passer par le suffrage universel.» Autrement dit, le caractère de la démocratie moderne, contrairement à celles que nous avons connues auparavant, notamment en Suisse, n'est rien d'autre qu'une idolâtrie du peuple comme entité collective.

Certes, le nationalisme idéologique, qui fut l'un de ses visages totalitaires dans les mouvements fasciste en Italie et national-socialiste en Allemagne, est aujourd'hui récusé, mais c'est par un retournement de langage très révélateur de cet embarras de la gauche démocratique moderne que celle-ci qualifie de «populistes» tous les mouvements politiques qui, aujourd'hui, se situent à droite des libéraux. Ces derniers font d'ailleurs cause commune avec la gauche sur ce terrain.

Mais c'est au prix d'un silence quasi général de toutes ces formations politiques: le rejet du patriotisme traditionnel et l'allégeance inconditionnelle à tout organisme suprarnational susceptible de prendre, à terme, la place des nations dans l'exercice des pouvoirs suprêmes, l'Union européenne et l'ONU.

Le peuple suisse, qui n'a à se reprocher dans le passé aucune dérive nationaliste, par un instinct de survie extrêmement lucide, se méfie de l'Union européenne et pressent son technocratisme réellement mais sournoisement totalitaire. Il y voit un enlèvement technocratique capable de tuer la démocratie directe, à laquelle il tient. D'autres peuples que lui dans l'Union européenne commencent à en prendre conscience aussi, notamment à travers le phénomène de l'immigration de peuplement actuellement en cours.

De quoi demain sera-t-il fait? Ou cette angoissante question sera traitée sans faux-fuyants par la classe politique, ou celle-ci persistera à trahir les peuples qui l'auront portée au pouvoir et l'idéologie du populisme révélera tôt ou tard le mensonge dont elle procède, exaspérant les peuples par des confusions de langage où le mensonge deviendra de jour en jour moins dissimulable...

Non, la paix sociale et politique n'est pas pour demain!

Michel de Preux

Hypocrisie variable

Les Espagnols ont été appelés par deux fois aux urnes ces derniers mois, afin d'élire, d'une part, leurs représentants au Parlement et au Sénat, et, d'autre part, leur Conseil municipal et leurs députés européens.

Lors de ces quatre élections, des dirigeants de partis indépendantistes, en prison préventive ou en exil, se sont présentés et ont été élus. Il y a bien eu une tentative du Comité électoral central pour empêcher l'ancien président catalan Carles Puigdemont, vivant à Bruxelles et candidat aux européennes, de participer aux élections, mais le Tribunal suprême a confirmé qu'il était pour le moment en possession de tous ses droits civiques et qu'il pouvait donc être candidat.

Ce qui est extraordinaire dans cette affaire, c'est que les nouveaux députés et sénateurs qui logent actuellement à la prison de Soto del Real dans l'attente de la fin de leur procès ont bien pu, sous bonne escorte, aller prendre possession de leurs charges, mais qu'ils ont été presque immédiatement suspendus de leurs fonctions par les organes directeurs des deux Chambres.

Pour justifier ces suspensions, les avocats du Parlement et du Sénat se sont basés sur l'article 384 bis du code de procédure pénale, qui dit: «(...) [lorsque sera] décrétée la prison provisoire pour un délit commis par une personne affiliée ou liée à des bandes armées, des terroristes ou des rebelles, l'accusé qui occupe une fonction ou une charge publique sera automatiquement suspendu de l'exercice de celle-ci tant que durera l'emprisonnement.»

Or, si je comprends bien l'esprit du texte, le législateur a voulu empêcher les institutions d'être noyautées par des individus qui, après avoir été élus, auraient commis quelque délit grave, et a introduit par là une sorte de cordon sanitaire en cas de doute.

La situation dans laquelle se trouvent les nouveaux élus est tout autre. Les chefs du mouvement indépendantiste se trouvaient déjà en prison préventive depuis de nombreux mois lorsqu'ils se sont présentés aux élections, et les électeurs qui ont voté en leur faveur l'ont fait en pleine connaissance de leur situation.

Suspendre les élus de Esquerra Republicana et Junts per Catalunya revient à ne pas tenir compte de la volonté de centaines de milliers de citoyens exprimée dans les urnes. C'est un nouvel exemple de la manière dont les politiciens espagnols se représentent la démocratie. Il y a un gâteau à se partager, mais mieux vaut ne pas avoir trop d'invités à table.

Michel Paschoud

Actualités

Débarquement

Ils étaient touchants, ces anciens combattants français et américains, nonagénaires tremblotants dans leurs fauteuils roulants, la poitrine bardée de médailles, tous persuadés qu'ils avaient contribué à la victoire des Gentils sur les Méchants il y a septante-cinq ans.

Après septante-cinq ans, ils n'ont toujours rien compris. C'est d'ailleurs mieux pour eux qu'on ne leur explique plus rien aujourd'hui. C'est trop tard. Ils mourront (bientôt) avec le sentiment d'avoir libéré la France de la servitude et de lui avoir rendu sa liberté.

On sait pourtant aujourd'hui que si les Etats-Unis ont débarqué en Europe en 1944 ce n'était pas pour aider les démocraties à terrasser l'hydre nazie, mais pour étendre leur empire politique, économique, financier et militaire sur le Vieux Continent. C'est aujourd'hui chose faite: ce sont M. Donald Trump et les banquiers de la côte est qui composent la musique et c'est le monde entier qui doit chanter à l'unisson.

Le continent africain où l'homme blanc avait construit des routes, des dispensaires, des écoles et des tribunaux, est retombé à l'état semi-sauvage après la «décolonisation», soit après le remplacement des Européens par les compagnies pétrolières yankees.

Mais les Américains, s'ils ont la plus grande puissance militaire du monde, et un sens aigu des affaires, n'ont pas l'organisation et l'intelligence des peuples d'Europe, dont la Russie fait évidemment partie, ni la culture ancestrale, la patience et la subtilité des Chinois. C'est pourquoi l'Amérique a déjà perdu l'Afrique et se prépare à perdre l'Europe.

Elections européennes

Tous les électeurs ont compris que les élections au Parlement européen n'étaient en fait qu'un test de politique interne, puisque le Parlement européen n'est en réalité pas un parlement, dans la mesure où il n'a pas l'initiative législative. Il ne peut débattre d'une loi qu'à l'initiative de la Commission ou du Conseil. Le véritable pouvoir, c'est la Commission, constituée de personnages non pas élus, mais désignés par des gouvernements formés eux-mêmes de ministres souvent non élus.

En France, la surprise a été l'effondrement des socialistes et des républicains, ci-devant centre-gauche et centre-droite de la République. L'électeur a compris que

la République en Marche du président Macron et le Rassemblement national de Mme Le Pen se disputaient la première place, et il a voté «utile» en fonction de ce schéma. Ceux qui n'étaient décidément attirés ni par l'un ni par l'autre ont voté pour la liste verte. Le président piloté par la finance internationale peut voir l'avenir avec sérénité. Sauf coup d'Etat par les Gilets jaunes ou une possible fusion de toutes les droites sous la bannière de Marion Maréchal, il sera réélu en 2022.

Et en Suisse?

Le Conseil fédéral proclame qu'il veut «renégocier» l'accord-cadre institutionnel avec l'Union européenne, et cette dernière objecte qu'il n'y a rien à négocier, qu'il faut signer!

Le Conseil fédéral fait alors savoir qu'il s'agit juste de «clarifications», il supplie la Commission de ne pas se fâcher, et il écrit à M. Junker, dans une lettre du 7 juin: *Le Conseil fédéral doit tenir compte des prochaines échéances, et en particulier de la votation populaire sur l'initiative populaire pour une immigration modérée (initiative de limitation qui demande la dénonciation de la libre circulation). Tout en s'opposant clairement à cette initiative, le Conseil fédéral se doit de l'inclure dans la réflexion sur la définition de sa politique à l'égard de l'Union européenne.*

En d'autres termes: *Moi, Conseil fédéral, suis prêt à m'agenouiller et à accepter vos exigences sur les trois points controversés, mais c'est ce salaud de peuple suisse qui résiste. Donnez-nous le temps de le mater!*

Le même jour, le Conseil fédéral dit tout le mal qu'il pense de l'initiative dite «de limitation» et réitère l'avis que l'accord sur la libre circulation est indispensable à la Suisse. La messe est dite.

C.P.

Ne dites pas...

Ne dites pas: «La victoire du Parti de Nigel Farage aux élections européennes et la démission du premier ministre Theresa May pourraient déboucher sur un Brexit sans accord, supposément lourd de catastrophes pour le Royaume-Uni.» Dites: «La victoire du Parti de Nigel Farage aux élections européennes et la démission du premier ministre Theresa May pourraient déboucher sur un Brexit sans accord, prétendument lourd de catastrophes pour le Royaume-Uni.»

Les paris sont ouverts et la Suisse ferait bien de suivre cette affaire de très près.

Le pinailleur

Bricoles

Oh les vilaines!

On apprenait le 3 juin que le 14, jour de la grève illégale des femmes de Suisse, des membres féminins de l'UDC, au lieu de s'en aller vociférer dans la rue des slogans insanes, participeraient à un repas de soutien à l'Aide suisse pour la mère et l'enfant (ASME)¹. Cette association accomplit un énorme travail pour venir en aide aux femmes et aux couples confrontés à une grossesse non planifiée et leur épargner le recours à l'avortement. De surcroît, elle explique en toute vérité sur son site que la «pilule du lendemain» n'est pas un moyen contraceptif, mais un moyen abortif².

L'effarante trahison a «fait hurler»³ les grévistes – ou faudrait-il dire les grévistes-tesse? – du 14 juin. Audrey Petoud, porte-parole de la Jeunesse socialiste vaudoise l'a dit sans ambages: «Que des femmes préfèrent défendre une association qui met en péril le droit des femmes plutôt que de se rassembler lors de la grève nous met en colère»³.

Bravo, les femmes UDC! Continuez à faire enrager cette péronnelle et ses copines.

¹ Aide suisse pour la mère et l'enfant (ASME), Case postale, CH-4142 Münchenstein, ccp 40-30000-7.

² <https://asme.ch/avortement/methodes-et-moyens-abortifs>.

³ <https://www.20min.ch/ro/news/romandie/story/Les-femmes-UDC-feront-la-greve-a-leur-propre-sauce-13203806>.

Drôle de logique

L'imagination des femmes en lutte est sans limite. N'ont-elles pas eu l'idée de remplacer, dans la nuit du 13 au 14 juin, le guet de la cathédrale de Lausanne, qui depuis six cent quatorze ans est toujours un homme? Elles ont donc fait savoir le 5 juin par voie de presse que quatre d'entre elles annonceraient du haut du beffroi les heures de la nuit et le début de la grève des femmes, afin, évidemment et une fois encore, de sensibiliser la population à la question de l'égalité hommes-femmes – pardon! de l'égalité femmes-hommes.

J'avoue que je trouve un peu curieux ce besoin de sensibilisation récurrent. La population ne verrait-elle pas sans aide les criantes inégalités dont souffrent les femmes suisses? Les gens sont-ils irrémédiablement stupides?

En tout état de cause, il me semble qu'avouer qu'il faut quatre «guettes» pour remplacer un seul guet n'est pas un argument très convaincant.

Insultes

A l'occasion du voyage du président Donald Trump en Grande-Bretagne, la presse a bruisé des «insultes» que celui-ci avait proférées à l'égard de la duchesse Meghan de Sussex et du maire de Londres Sadiq Kahn.

En ce qui concerne la première, apprenant qu'elle ne l'aimait pas, il aurait déclaré, puis nié avoir déclaré – mais qu'importe! –, qu'il ignorait qu'elle était méchante.

Quant à Sadiq Khan, dont le principal mérite est, semble-t-il, d'être le premier maire musulman de Londres, il avait, paraît-il, comparé publiquement le langage du président des Etats-Unis à celui des fascistes du XX^e siècle. Donald Trump aurait alors reproché au maire londonien d'avoir fait à son sujet «des commentaires méchants» et lui aurait conseillé, en le traitant de raté, de s'occuper de la criminalité de Londres.

Propos de cour d'école:

Meghan : Vilain! Je te déteste!

Donald : Tu es méchante!

Sadiq: Salaud!

Donald: Méchant! Espèce de nul! Occupe-toi de tes affaires!

Ils sont chouettes les grands de ce monde!

Plus épatants encore sont les journalistes qui, dans le but évident de dénigrer le président américain, donnent à ses propos, somme toute anodins, un écho tel que les enjeux de sa visite en Grande-Bretagne s'en trouvent éclipsés.

«Opportunité»

Les seniors sont «une opportunité» à saisir titrait, comme d'autres d'ailleurs, le quotidien **24 heures** du mercredi 5 juin. Traduction pour les intéressés: les personnes âgées représentent une occasion à saisir.

Le canton de Vaud vient en effet de découvrir que les vieillards, dont le nombre ne cesse d'augmenter, ne sont pas seulement de coûteuses encoubles, mais aussi, assez souvent, des gens qui ont des sous à dépenser, donc des consommateurs. En outre, leurs besoins spécifiques permettent de créer des emplois et, puisque la population vieillit de plus en plus, cet heureux phénomène ne fera que croître et embellir au fil du temps.

C'est une nouvelle rassurante. Je craignais en effet, compte tenu de l'évolution des mentalités, qu'à partir d'un certain degré de handicap on ne «laisse partir en

paix» les vieilles personnes point encore en fin de vie, afin qu'elles meurent dans la dignité.

Mais, du moment que les vieux contribuent à la bonne marche de l'économie...

Attrait

CH-Direct, organisation tarifaire fédérale des transports publics, compte augmenter le prix de l'abonnement général en 2021¹.

Pour diverses raisons, Stefan Maierhans, surveillant des prix, pense que c'est une mauvaise idée et préconise au contraire une baisse du prix de l'AG.

Thomas Ammann, porte-parole de CH-Direct, aurait opposé à M. Prix un argument imparable: «Le plus important pour nous est de rendre les transports publics plus attrayants.»

Bon sang, mais c'est bien sûr! Plus c'est cher et plus c'est attrayant!

¹ <https://www.20min.ch/ro/news/suisse/story/Plut-t-qu-augmenter--si-les-tarifs-des-CFF-baissaient--30729265>

Servage

Lu sur le site d'Arcinfo le 3 juin: *Le service militaire obligatoire sera-t-il étendu aux femmes? Une association prépare une initiative qui vise à instaurer un service de milice pour tout citoyen, étrangers y compris.*

Apparemment, pour le rédacteur de cette accroche, service militaire et service de milice sont une seule et même chose. Il doit aller sur ses cent ans, le cher homme – à moins qu'il ne s'agisse d'une chère femme!

Une énième association, romande, portant le doux nom de ServiceCitoyen.ch, s'apprêterait à lancer une initiative en faveur d'une corvée obligatoire pour les jeunes gens des deux sexes âgés de dix-huit à vingt ans et en bonne santé, y compris les étrangers – qui ne pourraient pas être incorporés dans l'armée, évidemment.

L'idée des initiants est, comme d'habitude, d'imposer à tout un chacun un prétendu service à la communauté, sous forme de service militaire, de service civil, de service du feu, d'activité politique et d'à peu près n'importe quoi d'autre, du moment que tout le monde y passe.

Quand donc ces serfs militants comprendront-ils que, sauf en ce qui concerne l'armée, les citoyens de ce pays sont beaucoup plus utiles à la communauté en occupant dans la société leur place professionnelle ou familiale qu'en allant exercer, mal, au frais du contribuable, des activités auxquelles ils ne sont pas formés et qui devraient revenir, selon les cas, à des professionnels ou à des volontaires dûment instruits.

On se lasse d'avoir à le répéter...

¹ <https://www.20min.ch/ro/news/suisse/story/Plut-t-qu-augmenter--si-les-tarifs-des-CFF-baissaient--30729265>.

Innovation

«Devenir papa, ce n'est pas la même chose que devenir maman», nous apprend *20 minutes* du 4 juin.

Fortes de ce constat stupéfiant d'originalité, deux associations, à savoir la Fondation PROFA et le programme MenCare Suisse, vont offrir ensemble aux couples vaudois en attente d'un heureux événement «des ateliers-rencontres entre futurs pères d'un côté et entre futures mères de l'autre». Ce «projet novateur» va à l'encontre d'un système ringard qui incitait les couples à se préparer ensemble à la naissance de leurs enfants.

Il y a environ un demi-siècle, l'innovation consista à associer les conjoints aux cours de préparation à l'accouchement de leurs femmes, et à considérer que tout père digne de ce nom se devait d'assister à l'arrivée de son descendant. C'était la mode. Soit dit en passant, j'aimerais bien savoir combien de maris ont compliqué la tâche des accoucheurs en tombant dans les pommes face à un spectacle qui n'est pas fait pour les âmes sensibles. En tout cas, de nos jours, les pères sont relégués, dans les salles d'accouchement, à des endroits où ce genre d'incident ne peut pas se produire.

A part ça, force est de constater que l'humanité a survécu durant des millénaires sans l'intervention de PROFA et de MenCare.

Les préparations séparées prévues par ces deux associations trouveraient-elles leur origine dans les exigences de l'égalité hommes-femmes – pardon! de l'égalité femmes-hommes?

Mariette Paschoud

L'avis de Samantha Cougnard

Madame la Rédactrice,

Vous le savez sans doute, voici de nombreuses années que ma grand-mère Louise Cougnard nous a quittés pour aller rejoindre là-haut le paradis des bonnes âmes. Je me souviens d'elle, les dimanches, lorsque nous nous réunissions en famille pour un brunch (elle était très moderne et nous avait initiés à cette merveilleuse habitude anglo-saxonne), qui s'enflammait sur les sujets les plus divers. Que de prises de bec avec mon oncle, qui n'arrêtait pas de la contredire sur tous les sujets. Il faut avouer que mon tonton a toujours été un vieux rétrograde sclérosé avec des idées de grand-papa, alors que ma mamy était très en avance sur son époque.

Tout ça pour dire que, dimanche dernier, mon oncle et ma tante étaient venus voir leurs petits-neveux et, après deux bouteilles d'un excellent vin chilien acheté chez Magasin du Monde, mon oncle a commencé à critiquer les grèves que font les étudiants pour sauver la planète. Et là, je me suis fâchée, parce que c'est drôlement bien ce qu'ils font les jeunes pour que les politiciens prennent conscience que c'est eux l'avenir et qu'il faut leur laisser une terre en bon état. Et là je me suis revue petite fille et j'ai compris que c'était mon destin de reprendre le flambeau laissé par ma mamy Louise et de faire comprendre au monde quelle est la Vérité.

Je commence donc par vous, Madame la Rédactrice, et vous annonce que vous aurez régulièrement de mes nouvelles, car vos lecteurs ont besoin que quelqu'un leur montre ce qui est juste et bien, de sorte qu'ils arrêtent de croire toutes les sornettes que vous leur servez.

Salutations distinguées.

Samantha Cougnard

Communications

Comme chaque année, *Le Pamphlet* prendra des vacances en juillet et août. Nous souhaitons à nos lecteurs un été chaud, ensoleillé et plus paisible que ne l'est l'actualité.

Nous tenons aussi à remercier chaleureusement tous ceux qui nous apportent fidèlement leur appui financier. Grâce à eux et à moins que la malice des temps et de certaines gens n'aient raison de notre résistance, *Le Pamphlet* a encore de beaux jours devant lui.

Rendez-vous en septembre.

L'équipe du Pamphlet.

Le Pamphlet

Case postale 998

1001 Lausanne

Courriel: courrier@pamphlet.ch

ccp:10-25925-4

Rédacteur responsable: Mariette Paschoud

ISSN 1013-5057